



REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE
DIRECTION des AFFAIRES LOCALES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRETE
0000000

Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

Arrêté portant autorisation d'exploiter
(en régularisation) un établissement de fabrication
de produits photographiques et d'augmenter la capacité
de traitement de sa station de revalorisation de l'argent

LE PREFET de SAONE-ET-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Société KODAK INDUSTRIE S.A.
à CHALON SUR SAONE, FRAGNES,
CHAMPFORGEUIL, CRISSEY et VIREY LE GRAND

9 7 / 2 7 8 5 / 2 - 2

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 et la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU l'arrêté préfectoral n° 90.288 du 24 Juillet 1990 réglementant l'ensemble du site KODAK-PATHE,

VU l'arrêté préfectoral n° 96/1248/2-2 du 29 Avril 1996 réglementant le département "Chimie de Synthèse" (CDS),

VU la nomenclature des Installations Classées,

VU la demande présentée le 15 Janvier 1997 par le Directeur de l'usine KODAK-PATHE, à l'effet d'être autorisé à augmenter la capacité de la Station Argent et à poursuivre l'exploitation des autres installations (hors CDS) implantées sur le territoire des communes de FRAGNES, CHAMPFORGEUIL et CHALON SUR SAONE,

VU la demande de la société KODAK INDUSTRIE SA en date du 27 juin 1997 sollicitant le transfert à son profit de la demande visée ci dessus,

VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 21 avril au 20 mai 1997 et le rapport du commissaire-enquêteur,

VU l'avis du Conseil Municipal de FRAGNES en date du 22 Mai 1997,

VU l'avis du Conseil Municipal de LA LOYERE, en date du 12 Mai 1997,

VU l'avis du Conseil Municipal de FARGES-les-CHALON, en date du 22 Mai 1997,
VU l'avis du Conseil Municipal de CHAMPFORGEUIL, en date du 20 Mai 1997,
VU l'avis du Conseil Municipal de CHALON-sur-SAONE, dans sa séance du 31 Mai 1997,
VU l'avis du Conseil municipal de CRISSEY, dans sa séance du 14 Mai 1997,
Vu l'avis du Conseil municipal de VIREY-le-GRAND, dans sa séance du 9 Mai 1997,
Vu l'avis du Conseil municipal de CHATENOT-le-ROYAL, dans sa séance du 6 Juin 1997,
VU les avis de :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement, en date du 2 Juin 1997,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 7 Mai 1997,
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, en date du 28 Mai 1997,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement en date du 5 Mai 1997,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 9 Juin 1997,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 5 Juin 1997,
- M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles Economiques de Défense et de la Protection Civile, en date du 16 Mai 1997,
- M. le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, en date du 23 Mai 1997,
- M. le Directeur du Service de la Navigation Rhône-Saône, en date du 9 Juin 1997,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 25 Juillet 1997,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 21 Août 1997

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société KODAK INDUSTRIE SA, dont le siège social est situé route de Demigny 71102 CHALON SUR SAONE CEDEX, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre, sur le territoire des communes de FRAGNES, CHALON SUR SAONE et CHAMPFORGEUIL, l'exploitation d'unités de fabrication de :

- produits radiographiques à usages médical et industriel, films pour le cinéma, papiers photographiques, films à usage photographique pour les amateurs et les professionnels, microfilms pour une capacité globale de 100 millions de m²
- produits chimiques utilisés pour les émulsions photographiques et les traitements des films et papiers, pour une capacité de 50 millions de litres
- appareils prêt-à-photographier pour une capacité de 50 millions d'unités

Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé notamment des installations suivantes :

- Force motrice (Bt 12)
 - . 4 chaudières pour une puissance totale de 63.2 MW
 - . compresseurs d'air pour une puissance de 6 666 kW
 - . stockages de fuel
- Station Argent (Bt 32 et 35)
 - . 1 four d'incinération de films et papiers photographiques pour une capacité de 7 500 tonnes de déchets traités par an
 - . 1 four de fusion de cendres et ciments pour une capacité de 1 500 tonnes par an
 - . 1 installation de floculation-décantation des eaux de procédé et de lavage issues de la fabrication de l'émulsion ainsi que les émulsions liquides non conformes appelées "eaux blanches" pour une capacité de 150 000 m³ par an
 - . 1 installation d'oxydo-réduction des bains de développement (fixateurs) pour une capacité de 2 500 m³ par an
 - . stockage de films et papiers photographiques en vue d'une valorisation pour une quantité de 370 tonnes
 - . 1 installation de broyage de films et papiers photographiques
- Département des Produits Métalliques et Plastiques (Bt 31)
 - . 1 extrudeuse pour une capacité de 4 tonnes par jour
 - . des presses à injecter pour une capacité de 10 tonnes par jour
 - . 3 bains de traitement chimiques pour un volume total de 1050 litres
- Département Estar (Bt 9 et 11)
 - . des réacteurs pour un volume maximum de 48 860 litres
 - . 1 extrudeuse pour une capacité de 36 tonnes par jour
- Département Grande Largeur (Bt 20, 21, 22, 36 et 39)
 - . fabrication et couchage des émulsions
- Départements Finitions (Bt 5, 6, 15, 16, 25 et 26)
 - . atelier de découpe pour une capacité de 88 tonnes par jour
- Département Gestion Matières et Manutention (Bt 30 et 40)
 - . stockage de plastique pour un volume total de 10 300 m³
 - . stockage de papiers et cartons pour 1 700 tonnes
- Département Produits Photochimiques (Bt 1)
- Centre de stockage de produits finis (Bt 50) pour une capacité de 14 263 tonnes
- Centre de Recherche et Technologie (Bt 60, 61 et 62)

- Ateliers d'entretien et de maintenance (Bt 14, 24, 34 et 48)

Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

N° Nomenclature	Activité	Régime	Repéré sur plan
167 C	Traitement ou incinération de déchets Station de valorisation de déchets argentifères produits à incinérer : 7 500 t/an effluents liquides "eaux blanches" : 150 000 m³/an effluents liquides bains de "fixateurs" : 2 500 m³/an matières sèches incinérables : 1 500 t/an	Autorisation	32
253	Dépôts de liquides inflammables capacité totale : 418 m³	Autorisation	1-9-11 12-14 20-21
1131.2	Emploi et stockage de substances et préparations toxiques liquides capacité totale : 37,36 t	Autorisation	1-9-11 20-21-22
1431	Fabrication industrielle de liquides inflammables capacité de production : 12 t/j	Autorisation	9-11
1433	Installation de mélange ou d'emploi à chaud de liquides inflammables quantité totale équivalente : 27,1 t	Autorisation	9-11 20-21-22
1434	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables débit maximum équivalent : 35 m³/h	Autorisation	9-11 14
1510	Entrepôts couverts de substances combustibles volume total d'entrepôts concernés : 246 500 m³	Autorisation	1-6-9-11 16-21-26 30-35-40 50
2552	Fonderie d'argent métal en lingots capacité de production : 400 t/an	Autorisation	32
2565.2	Traitement chimique des métaux volume total des bains : 1745 l	Autorisation	14-31
2660	Fabrication de matières plastiques capacité de production : 79 t/j	Autorisation	9-11
2661.1	Emploi de matières plastiques par procédés utilisant des conditions particulières de température et pression capacité d'emploi : 62,25 t/j	Autorisation	9-11 25-31
2661.2	Emploi de matières plastiques par procédés mécaniques capacité d'emploi : 162,6 t/j	Autorisation	6-9-11 16-26
2662.1	Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques capacité de stockage : 25 000 m³	Autorisation	9-11-16 20-21-22 25-26-30 31-40-50
2910	Installations de combustion puissance thermique maximale : 63,92 MW	Autorisation	12

N° Nomenclature	Activité	Régime	Repéré sur plan
2915.1	Procédés de chauffage par fluide caloporteur, lorsque la température d'utilisation est supérieure au point d'éclair des fluides quantité totale de fluides : 6 600 l	Autorisation	9-11
2915.2	Procédés de chauffage par fluide caloporteur, lorsque la température d'utilisation est inférieure au point d'éclair des fluides quantité totale de fluides : 1 620 l	Autorisation	9-11-12
2920.2	Installations de réfrigération ou compression puissance absorbée : 6 476,5 kW	Autorisation	12-20-21 22-30-40 43-50
2950.1	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique de radiographie industrielle la surface annuelle traitée est de 100 000 m ²	Autorisation	26 60-61-62
2950.2	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique hors la radiographie industrielle la surface annuelle traitée est de 200 000 m ²	Autorisation	3-5-6-15 20-21-25 40 60-61-62
48 bis	Dépôts d'amines combustibles liquéfiées quantité : 50 kg	Déclaration	62
1111.1	Emploi et stockage de substances et préparation très toxiques solides capacité totale : 701 kg	Déclaration	1-20-21 22
1175	Emploi de liquides organohalogénés capacité totale : 300 l	Déclaration	60-61-62
1200.2	Utilisation de substances et préparation comburantes capacité totale : 2 080 kg	Déclaration	9-11 20-21-22
1220	Utilisation et stockage d'oxygène quantité : 35 t	Déclaration	35
1416	Stockage et emploi d'hydrogène capacité totale : 100 kg	Déclaration	62
1611	Acides acétique à plus de 50 % en poids d'acide, chlorhydrique à plus de 20 %, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 25 %, mais moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride acétique (emploi ou stockage) quantité stockée : 150 t	Déclaration	1-9-11-12 20-21-22 32
1630	Stockage soude ou potasse caustique quantité : 182,12 t	Déclaration	1-9-11-12 32
1720.1	Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées du groupe 1 28,2 GBq équivalent groupe 1	Déclaration	20
1720.2	Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées du groupe 2 105 GBq équivalent groupe 1	Déclaration	62

N° Nomenclature	Activité	Régime	Repéré sur plan
2560	Travail mécanique des métaux et alliages puissance installée : 463 kw	Déclaration	14-24-25 31-34-60
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Déclaration	1-5-6-9-11 12-14-16 20-21-24 26-30-31 32-34-40 48-50

Article 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les actes administratifs antérieurs au présent arrêté délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé sont abrogés, à l'exception de l'arrêté préfectoral n° 96/1248/2-2 du 29 Avril 1996 réglementant le département "Chimie de Synthèse".

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1. - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2. - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3. - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- . les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc,...), et convenablement nettoyées ;
- . les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en tant que de besoin ;
- . les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- . des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

6.5. - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6. - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

6.7. - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.
- Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.
- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 8 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 - ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

T I T R E T R O I S I E M E

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

11.1. - Limitation des consommations d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés journallement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuits ouverts est interdite.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et faire l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

Toutes les alimentations en eaux industrielles des départements Estar, Grande Largeur, Finitions, Produits Photochimiques, Station Argent, Force Motrice sont équipés de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Il en est de même pour tous bâtiments ou activités consommant plus de 50 000 m³/an. Ces compteurs sont relevés journallement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

11.2. - Réseaux

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique et les eaux vannes, désignées E D ;

- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;

- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;

- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent.

Pour le 31 Décembre 2000, l'ensemble des eaux pluviales sera raccordé aux réseaux d'eaux pluviales. Une étude qui définira les moyens à mettre en oeuvre pour que ce rejet se fasse dans les conditions prévues à l'article 14, sera fournie à l'inspection des installations classées pour le 30 juin 1998.

11.3. - Points de rejet

Généralités :

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Identification :

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2.

Ils sont définis comme suit :

DESIGNATION DU REJET	NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS	DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR	POINT KILOMETRIQUE
Rejet 1	EU et ED	Réseau du reste de l'usine, puis acheminées à la station de traitement de l'AUZIN	
Rejet 2	EP	Canal du Centre	5,540

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

Mesures et prélèvements :

L'ouvrage d'évacuation des E U en sortie de l'établissement est équipé, au niveau de la sortie des effluents, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit. Cet ouvrage est en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons ainsi que la mesure du débit.

11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Stockages, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions

nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Confinement des eaux accidentellement polluées

Le point de rejet du réseau d'eaux pluviales est équipé d'une vanne à fermeture automatique doublée d'une commande manuelle conditionnée par une mesure en continu du pH et de la conductivité ainsi qu'un système d'alerte de présence d'hydrocarbures. Elle se déclenche quand les seuils suivants sont atteints :

- pH < 5,5 ou > 8,5
- conductivité > 1500 μ S/cm
- hydrocarbures \geq 0,05 mm d'épaisseur de film surnageant

Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques, dangereuses ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc) sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

L'ensemble du réseau d'eaux usées devra être contrôlé, par exemple par une inspection par caméra, au moins tous les cinq ans. Ce contrôle sera réalisé également sur le réseau qui achemine l'effluent de l'établissement à la station d'épuration de l'AUZIN (Association des Usagers de la Zone Industrielle Nord).

Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés sont accessibles en permanence.

Article 12 - EXPLOITATION

12.1. - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des

intervenants.

12.2. - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

12.3. - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en oeuvre et des opérations de nettoyage.

12.4. - Nature des effluents

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Article 13 - TRAITEMENT

13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement de l'AUZIN.

13.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel par l'intermédiaire d'un bassin de décantation équipé d'une cloison siphonée.

Le collecteur est un ovoïde type T150 qui emprunte le Domaine Public Fluvial sur une longueur de 13,80 m, comportant un déversoir de 6,20 m x 8,0 m au point kilométrique 4,979 du canal du centre.

Tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une demande conforme à l'article 20 du décret n°77.1133 susvisé.

Le réseau est conçu pour que les éventuelles venues d'eau par la canalisation de rejet n'entraînent pas de dommage.

13.3. - Eaux des cuvettes de rétention, bassins et installations de confinement (E C)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

13.4. - Eaux résiduaires autres (E U)

L'exploitant collecte puis dirige ses eaux résiduaires à la station de l'AUZIN.

Une mise à jour de la convention de rejets des eaux usées liant la société KODAK INDUSTRIE à l'AUZIN sera effectuée pour le 31 Décembre 1997 et transmise à l'inspection des installations classées. Elle s'applique de fait au rejet concerné, pour les paramètres où elle est plus contraignante.

Article 14 - VALEURS LIMITES

14.1. - Prélèvements dans le milieu naturel :

Les prélèvements dans le milieu naturel sont interdits hormis pour la lutte contre l'incendie

14.2. Consommation

La consommation est limitée en volume à :

- 5 500 m³/jour
- 30 000 m³/semaine

Une étude dont l'objectif est de réduire au maximum les consommations d'eaux sera confiée à un organisme tiers compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour ce faire, elle doit déterminer précisément le cycle complet de l'eau de l'utilisation au rejet dans la station de l'AUZIN.

Elle devra au minimum répondre aux points suivants :

- consommation spécifique poste par poste,
- pollution apportée poste par poste,
- qualification très précise : les polluants poste par poste, comprenant la définition de l'origine de ceux-ci,
- pollution actuelle des eaux rejetées, qualitatives et quantitatives. Les paramètres choisis pour l'analyse seront basés sur l'ensemble des produits utilisés ou générés sur le site et susceptibles de se retrouver dans les eaux.

- quantité et qualité des eaux de purges des circuits d'eaux de refroidissement.

La commande de cette étude sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées pour le 30 Mars 1998.

L'étude sera remise pour le 31 Décembre 1998.

L'exploitant adressera, à l'inspection des installations classées, au plus tard le 30 Juin 1999, ses propositions d'action visant à réduire les consommations d'eau.

14.3. - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C
- couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 ml Pt/l, pour les rejets directs dans le canal du centre,
- odeur : absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C, pour les rejets direct dans le canal du centre,
- substances capables d'entraîner la destruction du poisson : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre à 50 m du point de rejet et 2 m de la berge.

B - En termes de débits, de concentrations et de flux

B.1. Eaux résiduaires

Le raccordement à la station d'épuration collective de l'AUZIN (Association des Usagers de la Zone Industrielle Nord) fait l'objet d'une convention préalable passée entre l'industriel et l'exploitant de la station et le cas échéant du réseau.

La convention fixe les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents déversés au réseau ainsi que les rendements minimaux garantis par l'exploitant de la station. Elle énonce également les obligations de l'exploitant raccordé en matière d'autosurveillance de son rejet. De même, elle expose les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement de la station collective conduisant à ne plus assurer l'un au moins des rendements garantis ; ces mesures conduisent à interdire tout rejet en milieu naturel des effluents industriels tant qu'il n'est pas remédié

au dysfonctionnement constaté. Cette convention doit avoir reçu l'accord de l'inspection des installations classées.

Les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie générale de l'établissement avant raccordement à la station d'épuration collective ne peuvent dépasser, au maximum :

PARAMETRE	NORME DE MESURE OU D'ANALYSE	DEBIT INSTANTANE	DEBIT JOURNALIER	MOYENNE MENSUELLE DU DEBIT JOURNALIER	
DEBIT		350 m³/h	4 600 m³/j	3 000 m³/j	
		CONCENTRATION		FLUX	
		instantanée	moyenne journalière	journalier	moyenne mensuelle
MES	NFT 90 105	215 mg/l	150 mg/l	500 kg/j	330 kg/j
DCO	NFT 90 101	5 500 mg/l	4 000 mg/l	10,8 t/j	8,5 t/j
DBO ₅	NFT 90 103	3 000 mg/l	1 800 mg/l	5,5 t/j	4,3 t/j
TOLUENE	NFT 90 155 PR	2,8 mg/l	2,5 mg/l	7,2 kg/j	6 kg/j
Ag	NFT 90 112	2 mg/l	1,8 mg/l	3 kg/j	2,5 kg/j
Hydrocarbures	NFT 90 114	7 mg/l	5 mg/l	9,5 kg/j	8 kg/j
Azote global	NFT 90 110, NFT 90 013, NFT 90 012,	120 mg/l	120 mg/l	441 kg/j	288 kg/j
Phosphore total	NFT 90 023	2 mg/l	2 mg/l	7,4 kg/j	4,8 kg/j

La concentration en azote global sera ramenée à 10 mg/l à compter du 1 Janvier 1999, sauf si la société KODAK INDUSTRIE apporte la preuve que le rejet de ces effluents au milieu naturel après traitement respecte en permanence cette concentration maximale de 10 mg/l.

B.2. Eaux pluviales et autres eaux propres

- débit maximum instantané : 4,5 m³/s
- flux maximum en DCO, sur 24 heures consécutives : 45 kg

Paramètre	Normes de mesure	Concentration journalière moyenne
MES	NFT 90 105	15 mg/l
DCO	NFT 90 101	40 mg/l
DBO ₅	NFT 90 103	20 mg/l
N global	NFT 90 102, NFT 90 110 et NFT 90 013	10 mg/l
Phosphore total	NFT 90 023	2 mg/l
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	5 mg/l

Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens sur 24 h aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

15.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après.

REJET	PARAMETRES	NORME DE MESURE OU D'ANALYSE	FREQUENCE (1)
1	Débit		C
	pH	NFT 90 008	C
	MES	NFT 90 105	J
	DCO	NFT 90 101	J
	DBO5	NFT 90 103	H
	toluène	NFT 90 155 PR	M
	Ag	NFT 90 112	H
	N global	NFT 90 102, NFT 90 110 et NFT 90 013	J
	Phosphore total	NFT 90 112	M

(1) C = en continu - - M = Mensuelle - H = Hebdomadaire - J = Journalière

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressés régulièrement et au minimum chaque mois à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisé par cette inspection.

15.2. - Validation de l'autosurveillance

L'exploitant fait procéder à ses frais au moins deux fois par an aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

En outre, dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec l'organisme, celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 du présent arrêté, sur l'ensemble des rejets aussi bien d'eaux pluviales que résiduares, de l'établissement.

Cette convention est communiquée à l'inspection des installations classées

Article 16 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des réseaux, des rétentions et des bassins de confinement.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

17.1 - Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc,...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

17.2. - Installations de combustion

Les installations thermiques de l'établissement soumises aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie, leurs caractéristiques, celles des combustibles utilisés et celles des points de rejet qui y sont associés, sont résumées dans le tableau ci-après :

Installations	Type de marche	Puissance thermique (MW)	Combustibles utilisés (teneur en soufre maxi)	Point de rejet		
				Repère *	Hauteur (m)	Diamètre (m)
générateur n° 1	continue	25	gaz naturel	12	20,5	0,92
générateur n° 2	continue	25	fioul lourd BTS	12	20,5	0,92
générateur n° 3	continue	6,6	gaz naturel	12	20,5	0,148
générateur n° 4	continue	6,6	gaz naturel	12	20,5	0,12
			fioul lourd BTS	12	20,5	0,148

(* : repère reporté sur le plan en annexe)

17.3. - Autres installations

Les points de rejets canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes :

Département	Installation	Points de rejet			
		débit (m3/h)	Repère *	hauteur (m)	section (m²)
Station Argent	laveur	23 000	32	13	0,503
	extraction KATABAR	240 000	20	53	2,56
	extraction ROTAIR 1	20 000	20	53	1,44
	extraction ROTAIR 2	20 000	20	53	2,56
	extraction ROTAIR 3	20 000	20	53	2,56
	extraction séchoir W1	146 000	21	53	5,96
	extraction séchoir W2	46 000	20	53	4,8
	extraction séchoir W3	28 000	20	45	5,8
	extraction séchoir W4	20 000	22	45	5,8
	colonne de lavage acide	2 500	20	53	0,125

(* : repère reporté sur un plan en annexe)

17.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en oeuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

17.5. - Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

17.6. - La hauteur, la vitesse et la température de l'ensemble des rejets à l'atmosphère devront être vérifiées au regard de la réglementation en vigueur. L'impact sur le milieu en fonction des rejets et des conditions de diffusion seront estimés.

Une étude en ce sens sera fournie à l'inspecteur des installations classées pour le 30 juin 1998.

Article 18 - TRAITEMENT

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques de l'incinérateur de la Station Argent dans les conditions définies ci-après :

- traitement par un électrolaveur comprenant

- . un étage électrostatique pour le captage des poussières
- . un étage de lavage à la soude pour neutralisation de l'effluent
- . un deuxième étage électrostatique pour les poussières très fines

- paramètres de dimensionnement

- | | |
|-------------------------|--------------------------|
| . débit | 23000 Nm ³ /h |
| . poussières | 49 kg/h |
| . rendement supérieur à | 98 % |

L'indisponibilité du traitement doit entraîner l'arrêt et la mise en sécurité des installations qui y sont raccordées.

Article 19 - NORMES DE REJET

19.1. - Conditions de mesures

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de stockage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide.

19.2. - Installations de combustion

Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Installations	Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit	
		Température minimale des gaz rejetés	Vitesse minimale des gaz (en m/s)
générateur n°1	Conduit n°1	311 °C	10
générateur n°2	Conduit n°2	311 °C	10
générateur n°3	Conduit n°3	171 °C	12,5
générateur n°4	Conduit n°4	50 °C	12,5
	Conduit n°5	50 °C	12,2

19.3. - Installations autres que les installations de combustion

19.3.1 - Station Argent

Les rejets à l'atmosphère de la Station Argent sont faits dans les conditions suivantes, pour un débit maximum de 23 000 Nm³/h :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures			
			concentration (**) (mg/Nm ³)	Flux instantané (kg/h)	Flux journalier (kg/j)
Laveur	Poussières	NF X 44 052	30	0,69	15
	HCl	NF X 43 309 et NF X 43 330	5	0,115	2,5
	HBr		1	0,023	0,50
	métaux (*)		1	0,023	0,50
	SO ₂	NF X 43 310	50	1,15	25

(*) par métaux, il faut entendre la somme des métaux et leurs composés exprimés en métaux suivants : Cd, Th, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V, Sn, Ag.

(**) valeurs rapportées à une concentration de 11 % d'oxygène dans les gaz résiduaux.

19.3.2 - Département Grande Largeur

Les rejets à l'atmosphère des bâtiments 20, 21, 22, 36 et 39 sont effectués dans les conditions suivantes :

Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures				
		concentration	Flux instantané	Flux journalier	Flux annuel
C O V (*)	NF X 43 301	150 mg/Nm ³	8 kg/h	150 kg/j	50 t/an

(*) Les C O V correspondent aux composés organiques, à l'exclusion du méthane. Les valeurs limites sont exprimées en équivalents méthane.

A compter du 31 Mars 2003, les flux en C O V pour cette installation devront être réduits à la moitié des valeurs en flux du tableau ci-dessus.

19.3.3 - Autres installations

Les rejets en C O V pour les autres installations du site ne devront pas dépasser 150 mg/Nm³ et un flux global de 2 t/an

Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

20.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

20.1.1 - Station Argent

Les modalités du contrôle des rejets atmosphériques de la Station Argent sont définies ci-après :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures	Fréquence
Laveur	Poussières	NF X 44 052	annuel
	HCl	NF X 43 309 et NF X 43 330	annuel
	HBr		annuel
	métaux (*)		annuel
	SO ₂	NF X 43 310	annuel
	O ₂	NF X 20 377 à 379	annuel

(*) par métaux, il faut entendre la somme des métaux et leurs composés exprimés en métaux suivants : Cd, Th, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V, Sn, Ag.

Les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans un délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

Les résultats obtenus sont accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence.

20.1.2 - Département Grande Largeur

Les modalités du contrôle des rejets atmosphériques du Département Grande Largeur sont définies ci-après :

Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures	Fréquence
C O V (*)	bilan matière	trimestriel

(*) Les C O V correspondent aux composés organiques, à l'exclusion du méthane. Les valeurs limites sont exprimées en équivalents méthane.

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressés au moins chaque trimestre à l'inspecteur des installations classées.

Validation de l'autosurveillance

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les 5 ans à la validation des données relatives à l'autosurveillance des rejets de COV par un organisme expert extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cet organisme effectue tous les prélèvements et analyse nécessaires à cette validation.

Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant. Le premier rapport sera transmis avant le 31 Janvier 1999.

Article 21 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère ;
- documents tels que le livret de chaufferie, les rapports d'examen approfondis

et de visites périodiques, ... pour les installations soumises à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 ;

- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

Article 22 -

22.1. - Généralités

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

22.2. - Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE en dB (A)	
	de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	60	50

L'émergence, définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt et mesurée selon les dispositions l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 visé ci dessus est limitée aux valeurs fixées ci-après .:

EMPLACEMENT	EMERGENCE	
	de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	5	3

L'exploitant fera réaliser, au moins une fois par an, à ses frais, selon la méthode définie en annexe à l'arrêté ministériel précité et la norme NFS 31 010 de Décembre 1996, une mesure des niveaux d'émission sonore du site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, à une date précisée par cette dernière.

Les points de mesure sont au nombre de huit, répartis à égale distance tout le long du périmètre du site. Le premier point correspond au poste de garde Ouest.

Les rapports établis lors de ces contrôles sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant leurs réalisations.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envois et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 25.

Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant doit satisfaire aux dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Caractéristiques spécifiques	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	durée maximale	
Scorie station argent	A711 C203	500 t	32	B	50 t	3 mois	décharge
Huiles usagées	A791 C148	40 t	24	F/V	30 t	6 mois	valorisation
batteries usagées	A791 C148	15 t	24	V	15 t	1 an	valorisation
chiffons souillés	A791 C302	20 t	14	F	10 t	1 an	incinération avec valorisation énergétique
Déchets de laboratoire	A711 C226	3 t	9/21 60	V	1 t	6 mois	traitement spécifique
Solvants usagés Cl ₂ < 2 %	A711 C122	400 t	38	V	120 m ³	1 mois	valorisation énergétique
loupé de fabrication	A711 C225	150 t	9	F	20 t	3 mois	incinération avec valorisation énergétique
papiers	A711 C860	100 t	40	P	20 t	6 mois	recyclage
cartons	A791 C860	600 t	divers	P/B	60 t	2 mois	recyclage
bois et palettes	A791 C870	200 t	51	V	50 t	3 mois	recyclage
plastiques	A791 C830	400 t	divers	B/C	50 t	2 mois	recyclage
chutes et loupés films triacétate	A711 C830	600 t	divers	V/B	200 t	1 an	recyclage
chutes et loupés films polyester	A711 C830	500 t	6/9 21/26	V	100 t	6 mois	recyclage
cartons souillés	A711 C305	60 t	3/21 38	V	30 t	6 mois	incinération avec valorisation énergétique
Fûts plastiques vides	A791 C830	100 t	3	V	30 t	3 mois	recyclage
fûts métalliques vides	A791 C810	100 t	9/21 38	V	30 t	4 mois	valorisation

Désignation du déchet	Caractéristiques spécifiques	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	durée maximale	
ferrailles	A791 C810	200 t	divers	B	60 t	3 mois	valorisation
Verre	A851 C800	25 t	30	B	10 t	3 mois	valorisation
Piles usagées	A791 C322	2 t	21/24 40	F	2 t	1 an	valorisation
loupés de feuilles de plomb radios	A711 C810	40 t	26	V	10 t	6 mois	recyclage
DIB divers hors emballages	A791 C980	1450 t	divers	B	150 t	1 mois	décharge (*)
Ordures Ménagères	A851 C970	1000 t	divers	B	100 t	1 semaine	décharge (*)

(1) voir sur plan annexé

(2) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes ; P = palettes

(*) Pour ce déchet, une solution alternative à la mise en décharge doit être réalisée pour le 31 Décembre 1998.

Pour les scories de la station argent, une étude des possibilités de valorisation en travaux publics sera réalisée pour le 30 Juin 1998.

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Article 26 - CONTROLE ET SUIVI

Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux sont renouvelés au moins chaque année.

Article 27 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date (ou période) de production correspondante,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,

- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- . nature et origine,
- . quantité stockée,
- . date de mise en stockage.

SECURITE

Article 28 - RISQUES NATURELS

Foudre

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations concernées par le présent arrêté, à compter du 31 Mars 1998.

Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

30.1. - Voies et aires de circulation

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

30.2. - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

30.3. - Autres installations

Les canalisations d'égout doivent être munies de siphons coupe-feu ou de dispositifs de protection contre le danger de propagation d'incendie ou de dispositifs autres présentant des caractéristiques au moins équivalentes.

Article 31 - EXPLOITATION

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail.

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

32.1. - Détection et alarme

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.

32.2. - Formation

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

32.3. - Consignes

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;

- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en oeuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

32.4. - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

32.5. - Moyens matériels et humains

32.5.1. - Moyens matériels

L'établissement doit être doté au moins de :

Pour l'ensemble du site :

- réserve d'eau de 800 m³, pleine en permanence
- une pompe de 340 m³/h connectée sur le château d'eau de la ville de Chalon sur Saône
- une pompe de 640 m³/h connectée au canal
- 84 poteaux incendie normalisés de 100 m/m (NFS 61213)

Les pompes sont équipées d'une alimentation autonome.

Pour la Station Argent :

- 5 RIA
- 1 réseau d'extinction automatique
- 18 extincteurs à eau pulvérisée 10 litres
- 9 extincteurs CO₂ 2 kg
- 14 extincteurs CO₂ 6 kg
- 12 extincteurs à poudre 9 kg
- 1 extincteur à poudre 50 kg
- 2 appareils respiratoires isolants

Pour le Département Estar :

- 27 RIA
- 2 réseaux d'extinction automatique
- 2 systèmes d'extinction de type déluge
- 32 extincteurs à eau pulvérisée 10 litres
- 1 extincteur à eau pulvérisée 50 litres
- 53 extincteurs CO₂ 2 kg
- 32 extincteurs CO₂ 6 kg
- 32 extincteurs à poudre 10 kg

- 10 extincteurs à poudre 50 kg, dont 1 en extinction automatique au dépotage
- 3 appareils respiratoires isolants

Pour le Département Grande Largeur :

- 91 RIA
- 5 réseaux d'extinction automatique
- 143 extincteurs à eau pulvérisée 10 litres
- 1 extincteur à eau pulvérisée 50 litres
- 78 extincteurs CO₂ 2 kg
- 57 extincteurs CO₂ 6 kg
- 34 extincteurs à poudre 9 kg
- 7 extincteurs à poudre 50 kg

Pour le Centre de stockage de produits finis :

- 34 RIA sur enrouleur
- 11 réseaux d'extinction automatique
- 57 extincteurs à eau pulvérisée 10 litres
- 50 extincteurs CO₂ 2 kg
- 7 extincteurs CO₂ 6 kg
- 8 extincteurs à poudre 10 kg
- 1 appareils respiratoires isolants

Pour le reste du site :

- 413 RIA
- 2330 extincteurs appropriés aux risques

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

32.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention et s'assure de sa formation périodique au maniement du matériel de protection en cas d'accident.

Article 33 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Article 34 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29 ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33 ;
- plans d'intervention prévus à l'article 32-4 ;
- registre des consignes.

IMPACT VISUEL

Article 35 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant :

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; par ailleurs, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier ;
- assure le démantèlement des installations abandonnées ;
- enfouit les lignes électriques et téléphoniques.

SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 36 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les trois piézomètres, repérés 1, 2 et 3, implantés sur l'ensemble du site conformément

au plan joint en annexe, font l'objet d'un suivi semestriel selon les modalités suivantes :

- relevé du niveau piézométrique
- prélèvement d'un échantillon et mesures des substances suivantes :
 - . méthanol
 - . heptane
 - . éthanol
 - . isopropanol
 - . acétone
 - . éther isopropylique
 - . toluène

Les résultats seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

TITRE QUATRIEME

PRESRIPTIONS PARTICULIERES

Article 37 - Prescriptions relatives aux fours d'incinération de la station argent

Conditions d'admission des déchets

37.1. - Nature des déchets admis

Les déchets admis sont les films et papiers photographiques non souillés.

37.2. - Origine des déchets admis

Les déchets admis peuvent provenir des fabricants, laboratoires, hopitaux et récupérateurs, aussi bien français qu'étrangers.

37.3. - Information préalable

Les déchets provenant de l'étranger ne pourront être admis sur le site que s'ils ont satisfait aux obligations prévues par le règlement (C.E.E.) n° 259/93 du Conseil du 1er Février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté Européenne.

37.4. - Contrôle d'admission

Les déchets admis provenant de sociétés ou organismes de regroupement de produit à recycler, doivent faire l'objet, à la réception sur l'installation, d'un contrôle visuel sur un échantillon représentatif du lot réceptionné. Une procédure en ce sens sera remise avant le 31 Décembre 1997 à l'inspection des installations classées.

En cas d'anomalie sur un arrivage, le chargement doit être refusé et l'inspection des installations classées doit être prévenue sans délai.

37.5. - Enregistrement

Pour les déchets externes au site, l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,
- la date et l'heure de la réception
- l'identité du transporteur
- le numéro d'immatriculation du véhicule
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site.

37.6. - Conditions d'alimentation des déchets

Aucun déchet n'est incinéré :

- en phase de mise en marche jusqu'à ce que la température d'incinération minimale de 700 °C requise soit atteinte
- chaque fois que la température est inférieure à la température d'incinération minimale requise

La température d'incinération est enregistrée en continue.

Article 38 - Prescriptions relatives au four de fusion de la station argent

38.1. - Nature des déchets admis

Les déchets admis sont les cendres issues de l'incinérateur de la station argent, les boues argentifères issues du traitement des "eaux blanches" et les ciments argentifères issus du traitement des bains de fixateurs.

38.2. - Origine des déchets admis

Les déchets admis proviennent principalement du présent site. Ils peuvent également

venir d'autres usines du groupe, en France ou à l'étranger.

38.3. - Les articles 37.3., 37.5., et 37.6. s'appliquent aux déchets admis au four de fusion.

Article 39 - Prescriptions relatives au traitement d'oxydo-réduction des bains de développement (fixateurs)

39.1. - Nature des déchets admis

Les déchets admis sont les bains de fixateurs usés utilisés au développement des clichés photographiques.

39.2. - Origine des déchets admis

Les déchets admis peuvent provenir des fabricants, des laboratoires et des récupérateurs, aussi bien français qu'étrangers.

39.3. - Les articles 37.3., 37.4. et 37.5. s'appliquent aux déchets admis au traitement d'oxydo-réduction des bains de développement (fixateurs).

Article 40 - Prescriptions relatives au traitement des eaux blanches

Les déchets admis dans cette installation sont exclusivement les eaux de procédé et de lavage issues de la fabrication interne de l'émulsion, ainsi que les émulsions liquides non conformes produites sur le site.

Article 41 - Prescriptions relatives aux installations de stockage vrac

41.1. - Les stockages vrac de produits inflammables doivent être :

- équipés de mesures de niveaux haut et très haut
- équipés de limiteur automatique de remplissage

Chaque réservoir doit porter en caractères lisibles la dénomination du produit contenu

Chaque réservoir doit être inerté à l'azote. Les stockages enterrés doivent être conformes à l'instruction technique du 17 Avril 1975.

41.2. - Les stockages vrac de produits autres que les produits inflammables

- Chaque réservoir doit porter en caractères lisibles la dénomination du produit contenu.
- Un contrôle périodique de l'état extérieur de chaque réservoir est réalisé chaque année. L'intervalle entre deux inspections ne doit pas excéder 12 mois.

Article 42- Prescriptions relatives aux installations de stockage en fûts

Chaque contenant doit porter en caractères lisibles l'identification du produit contenu.

Article 43 - Prescriptions relatives au dépôt d'hydrogène

43.1. - Les moyens suivants doivent être à proximité du dépôt :

- un extincteur à poudre de 50 kilogrammes sur roues
- un robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service

Le matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. Le personnel devra être entraîné à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie. En cas d'incendie dans le voisinage du dépôt, des dispositions devront être prises pour protéger le dépôt.

43.2. - Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que l'emmagasinement des récipients contenant de l'hydrogène comprimé et de ses mélanges inflammables avec des gaz inertes. Ces récipients devront répondre à la réglementation des appareils à pression de gaz. Les récipients de gaz neutres pourront cependant être stockés dans le dépôt sous réserve qu'il n'en résulte aucune difficulté pour la surveillance et l'exploitation du dépôt.

43.3. - Dans le dépôt, les récipients devront être placés de façon stable et de manière à être facilement inspectés et déplacés, les robinets étant aisément accessibles pour le contrôle de l'étanchéité.

43.4. - Toutes dispositions devront être prises pour éviter la détérioration des récipients en cours de stockage ou de manutention.

43.5. - Il est interdit de se livrer dans le dépôt à une réparation des récipients ou à une opération quelconque comportant l'écoulement de l'hydrogène à l'extérieur du récipient.

Article 44 - Prescriptions relatives aux stockages de substances comburantes

Les stockages doivent être implantés à une distance d'au moins huit mètres de tout stockage de matières dangereuses d'une autre nature ou pouvant entraîner un accroissement des risques (matières combustibles par exemple).

Article 45 - Prescriptions relatives à l'atelier de charge d'accumulateurs

Les ateliers doivent être très largement ventilés par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Ils ne peuvent donc être installés dans un sous-sol.

Les ateliers ne doivent avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Il est interdit de pénétrer dans les ateliers avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

Article 46 - Prescriptions relatives aux substances radioactives sous formes scellées

46.1. - Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit

parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

46.2. - Au cours de l'emploi des rayonnements, les sources seront placées à une distance limitant un lieu accessible aux tiers ou un lieu public telle que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an. Au besoin, un écran supplémentaire en matériau convenable sera interposé sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

Un contrôle des débits d'équivalent de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles aux tiers, la ou les sources étant en position d'emploi ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil devra être effectué. Le contrôle se fera :

- périodiquement (au moins deux fois par an) et à la mise en service pour les installations à poste fixe,
- lors de chaque mise en oeuvre ou campagne de mesure pour toute autre installation.

Les résultats de ce contrôle seront consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées à qui ils seront transmis une fois par an. Ces contrôles pourront être effectués par l'exploitant.

46.3. - En dehors des heures d'emploi, les sources scellées seront conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée. Elles seront notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible.

46.4. - Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés d'une façon apparente à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article 21 du décret n° 66.450 du 20 Juin 1966 modifié par le décret n° 88.521 du 18 Avril 1988, la signalisation sera celle de cette zone.

46.5. - Les récipients contenant les sources devront porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels (Curies) et la date de la mesure de cette activité.

46.6. - Des consignes particulièrement strictes pour l'application des prescriptions précédentes seront affichées dans les lieux de travail et de stockage.

46.7. - Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures au Préfet ainsi qu'à l'inspecteur des installations classées. Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

46.8. - Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure sera réalisée.

46.9. - L'installation ne sera pas située à proximité d'un stockage de produits combustibles (bois, papiers, hydrocarbures,...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

46.10. - L'accès de l'atelier sera facile de manière à permettre, en cas de besoin, une évacuation rapide des sources.

46.11. - En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, il sera fait appel à un centre de secours et non à un corps de première intervention. Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

46.12. - Les sources usagées ou détériorées seront stockées dans des conditions assurant toute sécurité dans l'attente de leur enlèvement qui doit être demandé immédiatement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier les enlèvements sur demande de l'inspection des installations classées.

Article 47 - Prescriptions relatives aux dépôts d'oxygène liquide

47.1. - Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que celui de l'oxygène.

47.2. - Le sol de l'ensemble du dépôt doit être construit en matériaux inertes vis à vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment.

47.3. - La disposition du sol du dépôt doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger.

47.4. - Le dépôt, à l'exception de l'aire de dépotage du véhicule livreur, doit être entouré par une clôture construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre. L'aire de dépotage du véhicule livreur doit être matérialisée sur le sol.

47.5. - La clôture ne doit pas, par sa conception, empêcher la ventilation correcte du dépôt.

47.6. - Cette clôture doit être implantée à une distance des installations du dépôt telle qu'elle ne gêne pas la libre circulation pour la surveillance et l'entretien de ces installations.

47.7. - La clôture doit être pourvue d'une porte au moins, construite en matériaux incombustibles, s'ouvrant vers l'extérieur. Cette porte doit être fermée à clé en dehors des besoins du service.

47.8. - La clôture du dépôt doit être distante d'au moins 5 mètres :

- des ouvertures des caves, des fosses, trous d'homme, passages de câbles, caniveaux ou regards,
- d'un immeuble habité ou occupé par des tiers,
- d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique,
- d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette distance n'est pas exigible si le dépôt est séparé du dégagement accessible aux tiers, de la voie publique, du bâtiment construit en matériaux combustibles, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de l'activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion, par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres.

En tout état de cause, ce mur doit avoir une disposition, une longueur et une hauteur

telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide.

47.9. - Aucune canalisation de transport de liquide ou de gaz inflammables ne doit se situer à moins de 5 mètres du dépôt.

47.10. - L'emplacement du dépôt doit être tel que la chute éventuelle de conducteurs électriques pouvant se trouver à proximité ne risque pas de provoquer de dégâts aux installations du dépôt.

47.11. - Les consignes de l'établissement relatives à la protection contre l'incendie doivent traiter en particulier le cas du dépôt. On doit disposer à proximité immédiate du dépôt, mais en dehors de la clôture, d'au moins un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence si la capacité du dépôt est supérieure à 20 000 litres mais inférieure ou égale à 50 000 litres.

Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

47.12. - La surveillance du dépôt doit être assurée par un préposé responsable ; une consigne écrite doit indiquer la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne doit être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable.

47.13. - Une consigne doit préciser les modalités de l'entretien du dépôt. Elle doit être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable.

47.14. - L'emploi de tout métal non ductible, à la température minimale d'utilisation, pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement est interdit.

47.15. - L'emploi d'huiles, de graisses, de lubrifiants ou de chiffons gras et d'autres produits non compatibles avec l'oxygène est interdit à l'intérieur du dépôt.

47.16. - Tout rejet de purge d'oxygène doit se faire à l'air libre et, dans tous les cas, selon une orientation, en un lieu et à une hauteur suffisante pour qu'il n'en résulte aucun risque.

47.17. - Il est interdit de provoquer ou d'apporter à l'intérieur de la clôture du feu sous une forme quelconque et d'y fumer. Cette interdiction doit être affichée de façon apparente au voisinage immédiat de la porte de la clôture. Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la clôture. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité. Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

47.18. - Pendant l'opération de dépotage, il est interdit de provoquer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque et de fumer sur l'aire de dépotage et dans un rayon de cinq mètres autour de cette aire et de la clôture, ou jusqu'à un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de trois mètres. En tout état de cause, ce mur doit avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide. Cette interdiction doit être matérialisée de façon apparente soit par des panneaux fixes, soit par des panneaux mobiles placés par les préposés aux opérations de dépotage.

47.19. - L'aire de dépotage doit permettre une libre circulation des préposés au dépotage entre le véhicule livreur et le dépôt.

47.20. - Pendant l'opération de dépotage, les vannes du véhicule livreur doivent être situées au-dessus de l'aire de dépotage.

47.21. - Pendant l'opération de dépotage, le camion livreur doit être stationné en position de départ en marche avant.

TITRE CINQUIEME

MESURES EXECUTOIRES

Article 48 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télécopie...) l'Inspecteur des Installations Classées. Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

En cas de pollution accidentelle du canal, il en informera également le service assurant la police de l'eau, à savoir la Direction Départementale de l'Équipement de Montceau-les-Mines, service de la Navigation. Pour cette information, une fiche réflexe sera réalisée en accord avec ce service.

Article 49 - ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 50 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 51 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation. Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

Article 52 - CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité

du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

Article 53 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 54 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 55 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Article 56 - EXECUTION ET AMPLIATION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône, MM. les maires de Fragnes et Champforgeuil, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône
- M. le Maire de Fragnes,
- M. le Maire de Champforgeuil,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,
15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement à MACON,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON,
- M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense
et de la Protection Civile à MACON,
- M. l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées,
206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau Délégué

Paul ROUSSET



Fait à MACON, le 04 SEP. 1997

LE PREFET,
Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,
Signé : Xavier LA TORRE

USINE DE CHALON SUR SAONE

KODAK



* PIEZOMETRES



